

Zeitschrift: Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Herausgeber: Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Band: 71 (1983)

Heft: [8-9]

Artikel: Les stages de "retravail"

Autor: sl

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-276916>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 19.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Retravailler : comment s'y prendre ?

Depuis une vingtaine d'années, tout a été dit, ou presque, sur le malaise de la femme au foyer, et la lassitude, le sentiment de vide et de dépendance, voire la dépression que peut engendrer l'enfermement domestique sont désormais considérés comme des phénomènes sociaux qui dépassent la simple expérience individuelle.

C'est tout d'abord pour s'attaquer à ce problème que différentes initiatives visant à favoriser la réinsertion professionnelle et sociale des femmes ont vu le jour un peu partout en Suisse romande ces dernières années. Public visé : les ménagères de plus de 35/40 ans qui, libérées des aspects les plus astreignants de leurs tâches éducatives, se trouvent en même temps privées de la raison essentielle qui leur avait fait choisir de « rester à la maison ».

C'est pour ces femmes, coupées depuis de longues années des réalités professionnelles et sociales, et parfois dépourvues de formation valable, qu'il fallait créer des structures

aptes à leur permettre de redonner un sens à leur vie, en reprenant pied dans le monde « du dehors ». Mais on s'est vite rendu compte qu'il existait bien d'autres catégories d'usagères potentielles pour ces nouveaux services : veuves, divorcées, chômeuses, travailleuses insatisfaites de leur formation ou de leur emploi.

On a pu constater en somme que, par-delà le « syndrome de la ménagère », le malaise des femmes concernées par les problèmes de réinsertion prend les proportions d'une inadéquation fondamentale entre leurs aspirations et les possibilités d'épanouissement qui leur sont offertes. Il est vrai que cette inadéquation n'épargne pas les hommes. Mais dans un monde où l'efficacité sociale de la distribution des rôles entre les sexes fait oublier certaines exigences d'équité pourtant élémentaires, il est urgent de rééquilibrer quelque peu les plateaux de la balance.

Silvia Lempen

Ce dossier a été réalisé avec la collaboration de l'ensemble de l'équipe de rédaction et de nos correspondantes cantonales.

Les groupes ORPER

Les femmes qui, pour une raison ou pour une autre, souhaitent changer quelque chose à leur vie peuvent recourir en Suisse romande à différentes formules d'encadrement et de soutien. Il doit être bien clair cependant qu'il ne s'agit en aucun cas d'assurer une prise en charge déresponsabilisante ; il s'agit bien au contraire de donner à toutes celles qui en ont besoin les moyens de s'en sortir toutes seules. Nombreuses sont les femmes désireuses de retravailler ou tout simplement de retrouver une identité perdue qui arrivent à réaliser leur projet sans passer par une expérience collective. Les initiatives dont nous allons parler visent seulement à lever une bonne part des handicaps qui empêchent toutes les autres d'en faire autant.

Une première formule est constituée par les groupes d'orientation personnelle (ORPER) qui existent actuellement dans les cantons de Genève, Neuchâtel et Vaud, et devraient démarrer en 1984 dans le Jura. Ces groupes sont destinés à toutes les femmes qui se sentent mal dans leur peau, qui souffrent de la solitude ou d'un manque de confiance en soi, mais qui ne se proposent pas nécessairement de reprendre une activité professionnelle.

Comme le dit Mme Pierrette Ryf, animatrice des groupes ORPER en ville de Neuchâtel, le groupe « n'est pas un cours offrant aux participantes des recettes de vie, des conseils, un savoir scolaire ou professionnel... il se veut un lieu d'échanges, de confrontation de points de vue à l'écoute des autres, permettant l'ouverture de nouveaux horizons, la découverte de nouvelles possibilités ».

On y traite des sujets divers, ayant trait à la connaissance de soi-même et de sa condition de femme, ou même d'ordre plus général. Parfois le groupe fonctionne comme catalyseur d'un désir de réinsertion

professionnelle ; une responsable des groupes de Genève remarque d'ailleurs que de nombreuses participantes s'inscrivent par la suite à des stages de « travail ». Mais, en principe, le projet professionnel n'est qu'une des multiples issues sur lesquelles peuvent déboucher les groupes (qui sont fréquentés du reste aussi par quelques travailleuses). Pour certaines femmes, qui ne sont pas habituées à sortir seules et qui vivent isolées dans leur foyer, le fait de se déplacer un soir par semaine pendant plusieurs semaines pour rencontrer d'autres femmes est déjà une conquête. (sl)

Les stages de « travail »

Ces stages, inspirés plus ou moins directement par ceux organisés en France par l'association **Retravailler** d'Evelyne Sulle-rot, existent actuellement à Genève (CORREF), dans le Jura (« réinsertion professionnelle des femmes »), dans le Valais (Association Femmes-Rencontres-Travail), et dans le canton de Vaud (CORREF et Clés pour le travail). Un projet est en cours d'élaboration dans le canton de Neuchâtel. On peut remarquer en passant que Fribourg est le seul canton romand où aucune initiative spécifiquement destinée aux femmes (ni groupes ORPER ni stages de « travail ») n'a encore vu le jour, si ce n'est des cours de recyclage pour les femmes paysannes qui ont lieu à l'école d'agriculture de Grangeneuve.

Malgré les différences inhérentes à l'histoire et à la vocation propres des groupements qui les organisent ainsi qu'au génie spécifique de chaque canton, les objectifs visés par ces stages sont partout à peu près les mêmes. Ils recoupent, en partie, ceux des groupes ORPER, puisqu'ils visent à aider les femmes à faire le point sur leur existence, mais la méthode qui y est appliquée est entièrement axée sur le thème du « travail » ; elle doit permettre aux fem-



Sortir du foyer : un rêve ?

mes soit de formuler un projet professionnel précis, soit de renoncer à un tel projet en connaissance de cause.

Citant le professeur Marcel Bolle de Bal, de l'Université libre de Bruxelles, le rapport d'activités 1979/1981 de **CORREF**¹-Genève affirme que les stages de «retravail» ne doivent pas viser à imposer une idéologie du travail féminin et à créer des demandeuses d'emploi, mais doivent répondre à un désir ou à un besoin, en ouvrant une voie vers l'autonomie et la dignité.

Ni à **CORREF** ni ailleurs, le travail des femmes n'est présenté comme une obligation ou comme la panacée universelle; cependant, partout, l'accent est mis sur la nécessité de fournir aux femmes les moyens d'une approche réaliste du monde du travail, et une information concrète apte à dissiper l'ignorance et la crainte qui leur servent souvent d'alibi involontaire.

Les stages se déroulent sur une durée de 4 à 7 semaines. Ils occupent les stagiaires à

la demi-journée, ce qui les oblige à s'organiser (ménage, enfants, etc.) comme pour un emploi à mi-temps. Dans le Jura, l'idée de prendre le repas de midi en commun a suscité beaucoup de discussions, du fait des difficultés supplémentaires que cela impose à la mère de famille; elle a été finalement retenue, notamment parce que les stagiaires ont ainsi la possibilité de se rendre compte de l'impact réel du travail professionnel sur la vie de famille.

Il est impossible de donner ici le programme détaillé des différents stages, qui sont toujours conduits par des animatrices spécialement formées. Parmi les activités qui reviennent à peu près partout, il faut citer: l'apprentissage de la vie du groupe, la prise de conscience de ses capacités et de ses aspirations, l'éveil des mécanismes intellectuels (mémoire, concentration, logique, etc.), les exercices d'expression écrite et orale, la connaissance du monde du travail (législation, exposés sur des thèmes précis par des personnalités compétentes, techniques de recherche d'emploi, etc.), l'information sur les débouchés.

Les stages de **Clés pour le travail** (VD) se terminent par deux semaines en milieu professionnel. Dans tous les cantons, les efforts de la stagiaire pour trouver du travail sont appuyés par une orientation professionnelle personnelle à la fin du stage, et le plus souvent la stagiaire peut être suivie, si elle le désire, pour un temps plus ou moins long.

Les possibilités concrètes de «retravail» qui sont offertes aux stagiaires à l'issue de leur stage varient d'un canton à l'autre, en étroite relation avec la situation économique, les possibilités de formation existant dans la région et les mentalités. Par exemple, les stagiaires de **CORREF**-Genève se voient souvent offrir des postes intéressants; les employeurs commencent à comprendre qu'il ne s'agit pas d'une main-d'œuvre à bon marché, mais de travailleuses qualifiées et motivées.

Par contre, dans le canton du Jura, la situation semble être moins rose. Madame Marithé Mertenat, une des responsables du groupe «réinsertion professionnelle des femmes» fait remarquer que, pour entreprendre un recyclage dans un domaine autre que celui du bureau, de la vente ou du paramédical, il faut sortir du canton, ce qui constitue un handicap. Cependant, sur le nombre total des stagiaires jurassiennes, la moitié environ retravaillent, sont en recyclage ou s'y préparent sérieusement.

Dans le canton de Vaud, les statistiques de **CORREF** et de **Clés pour le travail** sont réjouissantes; on constate, entre les deux types de stages, une moyenne de 64% de femmes qui retravaillent.

En Valais, sur les 12 participantes au premier stage (il y en a eu deux jusqu'à maintenant) 4 retravaillent et 1 est en formation.

(1) **CORREF**: Centre d'Orientation, de Réinsertion professionnelle et de Rencontre pour les Femmes.

Il faut noter enfin que l'éventail des professions et des formations choisies reste en bonne partie «traditionnellement féminin»... mais il s'agit là d'un problème qui dépasse celui du retravail. — (sl)

Recrutement et financement

Il peut paraître paradoxal que des initiatives qui, visiblement, répondent à un besoin, se heurtent parfois à un problème de recrutement, le cas extrême étant celui de Bienne où un projet de groupe **ORPER** a dû être abandonné l'année dernière, faute de participantes. Mais il faut se rendre compte que ce besoin est souvent un besoin inconscient, et que le premier pas est difficile à faire.

D'autre part, la publicité, qui se fait surtout par le bouche à oreille et par le biais des associations féminines, n'arrive souvent pas à toucher les milieux où ce type de soutien s'avérerait le plus utile.

Dans les cantons de Neuchâtel et du Jura, c'est l'Université populaire qui assure le secrétariat respectivement des groupes **ORPER** et des stages de réinsertion professionnelle, ce qui permet une bonne diffusion de l'information. Mais il est bien évident que seules les personnes déjà motivées consultent le programme des cours. «Parfois, commente Mme Anne-Lise Jeannot, animatrice des groupes **ORPER** à La Chaux-de-Fonds, ce problème du recrutement nous pousse au découragement. Mais le *feed-back* des participantes est tellement positif que nous y puisons beaucoup d'énergie pour l'avenir».

Dans un canton comme le Valais, les conditions géographiques viennent augmenter les difficultés. Les stages ont lieu à Sion, où se trouve également la permanence de l'association **Femmes-Rencontres-Travail**. Une décentralisation de cette permanence à Sierre est envisagée. Cela ne résoudra pas pour autant le problème de la participation aux stages pour les femmes qui doivent se déplacer de leur village jusqu'à la capitale. Elles forment pourtant le gros du contingent des stagiaires et Mme Isabelle Dirren, l'animatrice, cite le cas d'une mère de cinq enfants, habitant dans un hameau perdu, qui a trouvé le moyen de ne pas manquer un seul jour.

Quant aux cantons de Vaud et de Genève, les groupes et stages semblent être entrés dans les mœurs, et les animatrices ne se plaignent pas de manquer de public, bien que l'effort d'information reste toujours nécessaire.

Un autre facteur dissuasif pourrait être constitué par le prix de l'inscription. Souvent les participantes potentielles aux groupes ou stages ne disposent que d'un petit salaire ou d'un argent de poche dérisoire en tant que ménagères. Il faut toutefois souligner que les tarifs varient dans des proportions importantes suivant la situation économique de la stagiaire.



Photo BIT